

Les candidats rivalisent d'intransigeance sur le Brexit

Sur les onze candidats déclarés à la direction du parti conservateur et du gouvernement, seule une minorité se dit défavorable à une sortie sans accord de l'Union européenne.

ANALYSE

AMANDINE ALEXANDRE
CORRESPONDANTE À LONDRES

Si les prétendants à la succession de Theresa May montaient tous sur une même embarcation, le navire pencherait dangereusement à tribord tant la course au leadership du parti compte de brexiters forcenés. L'actuel favori du scrutin interne au parti conservateur, Boris Johnson, a promis que le Royaume-Uni quitterait l'Union européenne quoi qu'il advienne le 31 octobre prochain, mais son intransigeance sur ce dossier ne le distingue guère de ses rivaux.

Dominic Raab, éphémère ministre du Brexit de Theresa May en 2018, se montre même plus radical que l'ex-ministre des Affaires étrangères. Jeudi soir, cet ultralibéral assumé a affirmé que s'il était porté à la tête du parti conservateur, il était prêt à suspendre le Parlement pour empêcher les députés de s'opposer à un « no deal ».

Cette déclaration de M. Raab a provoqué la fureur de candidats plus modérés à l'élection interne. Ce serait « anti-démocratique et contraire aux valeurs britanniques », s'est insurgé Sajid Javid, ministre de l'Intérieur. Matt Hancock, le ministre de la Santé, a estimé que cette proposition n'était « pas sérieuse ». Rory Stewart, le ministre chargé du Développement international, a renchéri en arguant que la prorogation du Parlement serait « illégale ».

Le décompte des députés

Cependant, il n'est pas exclu que Dominic Raab réussisse à passer un ou plusieurs votes éliminatoires - lire par ailleurs. Selon le compte tenu par le journal *The Sun*, l'ancien avocat de 45 ans

peut compter sur l'appui de 24 députés, contre 31 pour Michael Gove, le ministre de l'Environnement, et 32 pour Jeremy Hunt, le ministre des Affaires étrangères.

Ces deux ministres quinquagénaires sont considérés, pour l'instant, comme les principaux rivaux de Boris Johnson. Ex-coleader avec ce dernier de la campagne pour le « Leave » pendant le référendum de 2016, Michael Gove avait déjà été candidat à la direction des Tories il y a trois ans. Jeremy Hunt, lui, se présente pour la première fois.

À l'inverse de son ancien comparse, M. Gove a adopté une ligne plus modérée sur le Brexit. Il a fait preuve d'une loyauté sans faille à l'égard de Theresa May, alors que le mandat de la Première ministre sortante a été rythmé par les démissions - 36 en l'espace d'autant de mois -, et envisage la possibilité d'un troisième report du Brexit de quelques « semaines » au-delà du 31 octobre.

La souplesse affichée par Michael Gove concernant le calendrier du Brexit ne dit rien de la stratégie qui serait la sienne en tant que Premier ministre s'il était porté à la tête du parti par les militants conservateurs. L'Union européenne est fermement opposée à la réouverture des négociations sur l'accord de retrait.

À quoi servirait le court délai que M. Gove envisage ? À la veille de l'ouverture du scrutin interne au parti conservateur, la plupart des candidats au 10 Downing Street ne s'embarrassent pas d'étayer leurs propos.

Rassemblements publics improvisés

Jeremy Hunt, pour sa part, ne semble même pas avoir décidé quelle était exac-

tement sa position concernant une sortie

Calendrier

Theresa May a démissionné vendredi de son poste de leader du parti conservateur, mais elle reste Première ministre jusqu'à l'élection de son ou sa successeur(e). La course à la direction du parti, qui démarre officiellement le 10 juin, doit s'achever le 22 juillet. Le résultat du vote sera annoncé au cours de la semaine du 22 juillet, avant le départ en vacances des élus de la Chambre des Communes le 24 juillet. A ce jour, 11 députés sont candidats mais il leur faut s'assurer du soutien de 8 de leurs collègues d'ici lundi pour entrer officiellement en lice. AM. AL

sans accord. Cette semaine, le ministère des Affaires étrangères, sentant le vent souffler de droite, s'est dit prêt à quitter l'UE sans accord « en dernier ressort et avec le cœur gros, à cause des risques que cela représente pour les entreprises et pour l'unité du pays ».

Dans cette course à l'échalote, Rory Stewart, 46 ans, se différencie de ses rivaux en attaquant vertement les partisans d'un Brexit chaotique. En défendant une sortie sans accord, « les autres candidats sont en porte-à-faux avec la tradition du parti », a lancé cette semaine le ministre du Développement international. Cet ancien diplomate, partisan d'un recentrage du parti conservateur, mène campagne en improvisant des rassemblements publics à travers tout le pays grâce aux réseaux sociaux. Mais, en courtisant les centristes, le candidat risque de rater complètement sa cible : les quelque 100.000 membres du parti conservateur qui ont voté aux trois quarts pour le Brexit en 2016.